

*Initiatives ministérielles*

vernement se plaît à appeler des travailleurs de remplacement, mais la plupart des Canadiens appellent cela des briseurs de grève. On les embauche massivement, on négocie de mauvaise foi avec les syndicats représentant les employés de la société et, généralement, on opère des coupes.

Maintenant, le gouvernement a le culot de dire à la Chambre et à toute la population que la société va offrir des actions à ses employés et qu'ainsi, tout va rentrer dans l'ordre. C'est de la frime. Si le gouvernement est réellement intéressé à améliorer les relations employeur-employés, à accroître l'efficacité et à restaurer la bonne réputation dont jouissait autrefois le service postal au Canada, il devrait faire un certain nombre de choses.

La première serait de réinviter les employés à avoir au moins un rôle consultatif dans le processus de définition des politiques de la société; pour cela il devrait donner aux employés deux sièges au conseil d'administration. Cela ne leur donnerait pas une position dominante, mais éviterait que les employés soient maintenus dans l'ignorance, car bien sûr il faudrait fournir à ces deux représentants les mêmes renseignements qu'aux autres membres du conseil.

Le gouvernement devrait exiger du président de la société qu'il fasse ce que faisait un de ses prédécesseurs, à savoir se rendre accessible au public, aux députés et sénateurs de tous les partis et à des représentants, pour discuter ouvertement et franchement des problèmes que connaît la société, ainsi que du problème général de la livraison du courrier au Canada.

J'aimerais pouvoir croire que celui qui se qualifie de pit-bull, le leader à la Chambre du gouvernement et ministre responsable de la Société canadienne des postes, est vraiment intéressé à faire ce qu'il dit, c'est-à-dire améliorer les relations au sein de la société. Il pourrait encore me convaincre, mais il devrait faire preuve de bonne foi et ouvrir le processus à ceux qui travaillent pour la société, pour qu'ils puissent se prononcer et avoir une contribution significative.

Dans la partie rurale de ma circonscription de Kootenay-Ouest—Revelstoke, j'ai 15 municipalités et une multitude de bureaux de poste. Ces dernières années, nous avons eu nombre de fermetures, et des privatisations en série. Dans de nombreuses régions il n'y a plus de distribution rurale, mais des boîtes vertes. Une catastrophe n'attend pas l'autre.

Mon collègue, le leader parlementaire du Parti néo-démocrate, le député de Kamloops, mentionnait il n'y a

pas bien longtemps un certain nombre de services que rendent les bureaux de poste dans leur localité. L'un, très important, est de contribuer à la sécurité des personnes en milieu rural. Si le maître ou la maîtresse de poste connaît les gens de la région—et la plupart les connaissent—il ou elle peut demander aux voisins ce qui est arrivé à telle ou telle personne âgée qui n'a pas relevé son courrier depuis deux jours. On peut alors vérifier si cette personne, qui vit seule, n'aurait pas eu d'accident.

• (1155)

C'est l'un des rôles très humains que joue un petit bureau de poste local dans une collectivité, en particulier dans les collectivités rurales qui, très souvent, n'ont pas de services de surveillance suffisants ou de moyen de veiller à la sécurité des gens. Il est important d'avoir ce genre de relations, de connaître tout le monde, de savoir ce qui se passe dans la région, d'avoir ce contact régulier avec tous. C'est une chose qui est très difficile à remplacer. Je demanderais au gouvernement de comprendre que c'est l'un des aspects importants que nous risquons de perdre et que c'est un lien solide qui unit le gouvernement aux habitants des régions rurales du Canada, un lien qu'il est en train de détruire en abolissant les services ruraux.

L'élimination des routes de distribution rurale et leur remplacement par des boîtes vertes posent beaucoup d'autres problèmes aux personnes âgées. Pour avoir accès à leur courrier en hiver, elles doivent traîner leurs propres pelles afin de dégager la neige autour des boîtes. Encore là, elles ne peuvent les ouvrir, car les serrures sont bloquées par le gel. La Société canadienne des postes a refusé d'installer de petits dispositifs destinés à protéger les serrures des boîtes vertes contre la neige et la glace. Quand ces personnes ont enfin déblayé la neige, elles ne peuvent même pas avoir accès à leur courrier. La Société des postes dit que c'est aux consommateurs de protéger les serrures des boîtes. Avec une telle attitude, pas surprenant que le gouvernement soit si peu populaire au pays.

De nombreux facteurs entrent en ligne de compte. Le gouvernement veut montrer que la Société canadienne des postes est rentable. Le député de Kamloops et leader parlementaire de mon parti a déjà dit quelque chose à ce sujet. Il existe de nombreux domaines où l'on pourrait non seulement améliorer les services, mais aussi augmenter les recettes de la Société canadienne des postes qui pourrait à son tour rétablir, partout au Canada, un système postal renouvelé, efficace et axé sur l'intérêt de la collectivité.